

Le SGPA CGT-Culture a consulté ses militants en vue d'apporter une réponse à la question concernant une fermeture de l'établissement proposée par la direction de l'Inrap pour la semaine de Pâques. Même si une partie des militants n'était pas d'emblée hostile à l'idée proposée en ces temps compliqués, le sujet n'a pas fait consensus et les arguments contre la fermeture ont pesés plus lourds.

Voici ce qu'ils nous rappellent néanmoins concernant ce point soumis au vote du Comité Technique Central (en visioconférence) du 10 avril 2020 :

- Accepter un prélèvement de congés va à l'encontre des revendications de l'Union des Fédérations et Syndicat de l'État (UFSE-CGT) et de la CGT. Par ailleurs, il est demandé au SGPA-CGT de se prononcer sur un sujet qui est actuellement en débat entre organisations syndicales et Ministère de la Culture. Dès lors, le SGPA-CGT estime qu'il faut attendre les résultats de la négociation en cours au Ministère.
- Nous nous félicitons que la principale mesure annoncée dans la communication du 6 avril 2020 profite aux collègues précaires. Les décisions les concernant sont toutefois en dessous de ce qui a été acté par la tutelle (prolongation de tous les contrats en cours). Pour le reste, **les « contre-parties » et garanties énoncées dans le mail du 6 avril sont jugées insuffisantes et nombreux militants n'ont aucune confiance dans la parole d'une direction qui n'a de cesse depuis plus de trois ans d'attaquer les personnels et de rogner sur leurs droits.** Notons par ailleurs qu'aujourd'hui, les collègues non affectés – alors même que beaucoup travaillent – et ceux placés en Arrêt Maladie pour Garde d'Enfants perdent déjà le bénéfice de leurs RTT et qu'aucune information ne leur a été faite à ce sujet.
- Nous ne donnerons pas à l'établissement le droit (de prélever des congés) que les ordonnances ne lui ont pas donné. La CGT n'a pas à appuyer l'extension au public de régressions actées pour le secteur privé. « L'union sacrée » au nom de laquelle **on nous enjoint de consentir à ces régressions n'existe pas, à moins que l'impôt sur la fortune ne soit rétabli, à moins que les directeurs, bénéficiaires de la prime de fonction n'acceptent qu'elle soit exceptionnellement reversée au profit des établissements de santé.**
- Ça n'est donc pas aux personnels de mettre la main à la poche. Car la question posée, une fois de plus, est celle du financement de l'Inrap. La réponse est politique : il faut sortir l'archéologie du marché concurrentiel, à tout le moins relever le niveau de financement à hauteur des besoins de missions de service public. **Les quelques millions qui manquent à l'archéologie et à la culture sont une goutte d'eau rapportés aux milliards accordés sous différentes formes au patronat. Les agents n'ont pas à subir et à porter la responsabilité d'un manquement de financement de la part de l'État.**
- **La direction n'a pas besoin des organisations syndicales pour fermer l'établissement.** Notre rôle est de défendre les missions et les collègues. Comment percevraient-ils l'idée que nous ayons cautionné une ponction dans leurs congés ? Les agents donnent déjà beaucoup sous forme de travail à temps masqué, de jours de grève et ce depuis des décennies. **Nous sommes déjà à 7 jours de congés imposés, cela ferait 11 jours, c'est-à-dire plus d'un tiers des Congés Payés.** Personne ne sait combien de temps va encore durer le confinement, l'Inrap demandera-t-il la même chose dans un mois ?
- Le confinement permet-il aux agents de vaquer librement à leurs occupations - en particulier à ceux qui le vivent dans la promiscuité ? Non ! **À l'issue du confinement, tous, nous aurons besoin de voir nos proches, tous, nous aurons besoin de vraies vacances. Supprimer ce temps libre salubre en transformant en congé l'assignation à résidence, c'est prendre le risque d'un autre absentéisme et de transformer la démotivation en maladie.**

Pour toutes ces raisons, le SGPA-CGT a voté contre une semaine supplémentaire de fermeture de l'établissement au CT-C du 10 avril.